



Communiqué

L'intersyndicale 19 (CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRES, UNSA) appelle les salariés à agir et se faire entendre le mardi 11 octobre 2011.

Le gouvernement a annoncé le 24 août des mesures censées réduire « le déficit de la France ». Les organisations syndicales **CGT, CFDT, FSU, SOLIDAIRE, UNSA**, en dénoncent le caractère injuste et inéquitable.

La facture est principalement supportée par les salariés et les consommateurs.

Le gouvernement ne remet pas en cause les niches fiscales dont on sait qu'elles n'ont aucune efficacité économique et sociale. La contribution des plus hauts revenus reste symbolique et n'est pas de nature à réduire les inégalités.

Pour relancer la croissance, en respectant les impératifs de développement durable, réduire les inégalités et maîtriser les déficits, une politique visant une autre répartition des richesses et favorisant le développement économique et social est incontournable.

Cela suppose des réformes structurelles importantes comme une réforme globale de la fiscalité intégrant une plus grande progressivité, une politique industrielle coordonnée au niveau européen, des services publics de qualité.

Sur notre département, en quelques mois, la situation économique et sociale s'est dégradée considérablement.

⇒ Les services publics, dont l'Education Nationale, sont très fortement touchés (*Révision Générale des Politiques Publiques, Réforme de l'Administration Territoriale ...*) ;

⇒ L'ensemble des services de santé sont impactés par la loi HPST (*Hôpital, Patients, Santé et Territoires*)

⇒ Dans le privé, c'est du même acabit : Le Bâtiment et Travaux Publics, la Métallurgie, Agro-alimentaire, le Commerce, l'industrie du Bois...

⇒ Selon l'étude INSEE du 30 août 2011, la pauvreté gagne du terrain. La crise économique a aggravé le sort des plus démunis. Le nombre des personnes pauvres vivant sous le seuil de pauvreté (954 euros de revenus par mois), a augmenté de 337 000 entre 2008 et 2009, ils sont aujourd'hui 8,17 millions dans notre pays, dont 4,5 millions vivant avec moins de 773 euros par mois.

Cette casse et désorganisation appellent des mesures urgentes :

→ Abandonner la taxation des complémentaires santé ;

→ Supprimer les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires ;

→ Conditionner toute aide publique à son efficacité sociale et économique, aux politiques sociales dans les entreprises ;

→ Mettre en œuvre la taxe sur les transactions financières.

→ Faire de l'emploi, en particulier celui des jeunes, une priorité. Stopper les suppressions d'emplois dans la Fonction publique ;

→ Soutenir le pouvoir d'achat notamment des plus bas revenus et rouvrir les négociations salariales dans les entreprises et la Fonction publique pour réduire les inégalités notamment entre les femmes et les hommes.

Les organisations syndicales estiment indispensable l'intervention des salariés pour peser sur le gouvernement, le patronat, les débats parlementaires en cours et à venir.

Elles appellent à participer à la journée nationale d'action interprofessionnelle du **mardi 11 octobre 2011.**

Elles appellent tous leurs syndicats, sur leurs lieux de travail à débattre avec les salariés sur la situation vécue actuellement et sur leurs revendications. Partout, ce débat doit porter sur le contexte, les enjeux et les modalités (dépôts de motions auprès des directions, rassemblements et manifestations, arrêts de travail, etc.). Ce débat est nécessaire pour construire la journée d'action du **MARDI 11 OCTOBRE**